



FEDERAZIONE
MONDIALE
DELLE CITTÀ
UNITE - F.M.V.J.



CONSIGLIO
REGIONALE
DEL LAZIO



PROVINCIA
DI ROMA



COMUNE
DI ROMA

Le 28 Octobre 1988

ADRESSE DE PIERRE MAUROY A SA SAINTETE LE PAPE JEAN PAUL II

"LA CITTÀ AL SERVIZIO DELLA PACE"
Roma, 26/28 ottobre 1988

Sainteté,

Je remercie très respectivement Sa Sainteté de bien vouloir accorder cette audience aux délégués de la Fédération Mondiale des Cités Unies et Villes Jumelées rassemblés à Rome pour tenir une conférence sur le thème de " La ville au service de la Paix ".

Les délégués des villes, provinces, régions représentent tous les continents. Ils portent toutes les croyances, toutes les philosophies. Ils sont à l'image du monde, dans sa diversité, son unité et son espoir de paix.

Tous, ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, me chargent de vous dire, Sainteté, le respect qu'ils ont pour le Chef spirituel de l'Eglise Catholique, pour le message universel de Sa Sainteté, infatigable voyageur de l'espérance . Ils considèrent la magistrature morale de Sa Sainteté comme celle d'un apôtre de la paix qui multiplie ses efforts pour réconcilier le monde. Ils ont été très sensibles à la présence de son Eminence Monseigneur CASAROLI à la séance solennelle d'ouverture de leurs travaux en présence de M. le Ministre des Affaires Etrangères Giulio ANDREOTTI, de M. le Président du Conseil de la Région du Latium Bruno LAZZARO, de Mme le Président de la Province de Rome Maria-Antonietta SARTORI et bien sûr, de M. le Maire de Rome Pietro GIUBILIO.

.../...

La Fédération Mondiale des Cités Unies est née d'un geste de solidarité et de fraternité sur les ruines de la guerre : le jumelage Elle se perpétue dans un geste de solidarité, de fraternité des Etats du Nord vers les Etats du Sud : la coopération technique. Partout elle crie sa volonté de Liberté et de Justice et de Respect des Droits de l'Homme.

Nous étions en 1987 dans l'Ile de Gorée, Sainteté, dans l'ile aux esclaves pour rappeler la dignité de la personne humaine.

Cet été à Villa El Salvador, dans un bidonville, pour affirmer notre solidarité à l'égard des pauvres.

Aujourd'hui, dans la Rome éternelle, antique et moderne pour espérer la Paix.

Dépasser les conflits ne suffit pas. Nous devons aussi réfléchir aux conditions d'un nouvel équilibre mondial. Et pour assurer la paix il faut un volontarisme plus grand au service du développement économique et social.

Les maires des villes du monde n'ont pas les responsabilités des Etats C'est pourtant de leur faiblesse qu'ils veulent tirer leur force pour mobiliser leurs cités vers la paix. Et ainsi leur donner des chances de vivre et de se développer dans un monde qui saurait enfin où il va sur cette terre . Vers la Paix .

F M V J

CONFERENCE DE ROME

SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

MERCREDI 26 OCTOBRE 1988

Monsieur le Ministre des affaires étrangères,

Monsieur le Président de la Région du Latium

Monsieur le Maire de Rome,

Madame la Présidente de la province de Rome,

Mesdames, Messieurs et chers amis,

Nous voici réunis dans un lieu prestigieux et symbolique : ce capitole romain qui exprime tant

d'heures brillantes, tant d'ambition, tant de regards sur l'histoire et le monde.

Le choix de la ville de Rome pour cette nouvelle manifestation de la Fédération Mondiale des Cités-Unies consacrée au thème de la ville et la paix porte en lui-même une signification que les différents intervenants ont, avant moi, souligné.

Quel est le sens de notre démarche ? Je dirais de manière un peu lapidaire: donner de nouvelles chances à la paix.

Cette référence à la paix est au cœur des travaux engagés par notre fédération, et ce depuis sa création. Ces dernières années, nous en avons fait le thème privilégié de nos débats, à Nancy en 1982, à Madrid en 1983, à Managua en 1984, à Sheffield en 1986.

On nous objecte parfois que "les villes et la paix", les deux termes ne vont pas absolument de soi. Les guerres modernes ont cessé d'opposer les cités et leurs intérêts. Les rivalités s'exacerbent aujourd'hui entre des Etats et le plus souvent des empires ou des continents. Les stratégies militaires, nous dit-on, ont cessé de regarder les remparts urbains comme les enjeux du déplacement de leurs forces.

Vous êtes des responsables municipaux, et l'on vous invite le plus souvent à gérer le quotidien, plutôt qu'à témoigner sur les drames contemporains.

Et cependant, cette limitation à un regard tout intérieur sur les seuls problèmes de la cité, c'est justement ce que nous refusons. La Fédération Mondiale des Cités-Unies, organisation non

gouvernementale, représentée auprès des Nations-Unies existe précisément parce que nous considérons qu'une démarche d'élus est inséparable d'un regard sur le Monde; Parce que le premier niveau de la démocratie locale, la ville quelle que soit sa dimension, est aussi le lieu privilégié pour guetter(1) et parfois infléchir les évolutions du monde.

Comment en irait-il autrement? La ville est aujourd'hui presque toujours l'enjeu de la guerre moderne.

Villes martyres de la guerre, dont le témoignage fut recueilli récemment par l'union mondiale des villes martyres devenue union mondiale des villes pour la paix J'adresse à M; BARRANCO, maire de Madrid, qui en est le Président, les voeux de la

•
(1) traduction à surveiller

Fédération Mondiale des Villes jumelées de voir se poursuivre notre démarche commune en vue de bâtir un monde pacifique en multipliant les échanges et les jumelages.

Villes placées au centre des viseurs souvent, au point que la stratégie militaire intègre cette dimension à son vocabulaire : la dissuasion se répartit entre des armes anti-forces et des armes anti-cités.

Villes victimes aussi, non plus de la guerre, mais de l'histoire, désarticulées ou arrachées d'elles-mêmes par des statuts d'occupation.

Villes ensanglantées par la violence et le terrorisme, terrorisme que nous n'acceptons sous aucune forme et sous aucun prétexte.

La violence est déjà horrible lorsque par la guerre
elle oppose des forces armées.

Elle est d'autant plus inhumaine quand elle porte
ses coups contre des civils et frappe des
personnes non impliquées dans les conflits.

Villes confluents des drames de la politique ou de
la ségrégation raciale.

Sont-ils en paix ces pays qui portent atteinte aux
droits de l'homme, aux règles sacrées de l'égalité
et opposent à leur peuple, dans tous les actes de la
vie quotidienne une insupportable violence.

Hiroshima, Nagasaki, Stalingrad, Guernica, Verdun,
Oradour sur Glane, Berlin, Beyrouth, Pretoria,
Jérusalem, Santiago, chacun de ces noms exprime
une forme particulière de tourment de l'histoire.

En présence ici de deux amis chiliens responsables politiques, démocrates chrétiens et socialistes, unis au sein de la concertation des partis luttant pour le retour aux libertés au Chili, comment ne pas faire une place particulière au combat mené ces derniers mois au-delà des Andes.

Je salue en votre nom Mme Carmen FREI et M. Georges MOLINA. Eux peuvent témoigner pour ces villes privées de leur expression démocratique, pour ce pays enchassé dans une forme de violence plus ou moins constitutionnelle, mais dont le peuple témoigne d'une indomptable énergie à recouvrer le chemin de la liberté.

Permettez qu'en leur présence je mentionne ici la visite que j'ai accomplie au faubourg de la Victoria, où un prêtre français, le Père Jarlan, a trouvé la mort victime de la plus absurde des barbaries.

Dans ce lieu de misère, de désespoir et de désolation, le regard des femmes qui nous accueillaient portait le souvenir de la terreur trop souvent renouvelée, mais aussi l'espoir d'une aube nouvelle de la démocratie.

Comment refuserait-on à ces villes, cibles de l'histoire, le droit de porter témoignage pour les générations futures.

Comment refuserait-on à ces villes et à ces faubourgs le droit de s'exprimer sur leurs chances et leur volonté d'assurer leur destin dans la paix. Plus que d'autres, elles veulent vivre maintenant en paix.

Comment leur dénier la possibilité de s'affirmer par le dialogue et la volonté, et de jouer leur rôle en tant qu'acteurs de la paix.

Acteurs, ou mieux encore artisans de la paix, nous

le sommes, parce que nous oeuvrons en qualité de citoyens du monde, d'abord à dépasser les conflits, ensuite à assurer les conditions d'une paix durable.

*

* *

Dépasser les conflits

C'est cette ambition qu'a voulu exprimer la Fédération Mondiale des Cités-Unies, tout au long de ses trente années d'existence. C'est cette volonté dont nous témoignons à Rome. C'est cet objectif que nous voulons préciser encore au travers de nos discussions et des motions de cette conférence internationale.

Car la paix n'est pas l'état naturel de nos sociétés. Elle est le fruit d'une démarche consciente d'une

recherche et d'un projet. "La paix a un coût" vient de déclarer François MITTERRAND le 21 septembre dernier à la tribune des Nations-Unies.

Comme la guerre, la paix se fonde sur une forme particulière de mobilisation.

Mobilisation des Etats bien entendu, et en toute première instance, de ceux qui par leur puissance politique et économique détiennent une responsabilité particulière dans l'ordre mondial, ceux que le langage commun appelle "les grands".

Nous avons accueilli favorablement le traité entre les USA et l'URSS. L'histoire distinguera l'action heureuse de MM. GORBATCHEV et REAGAN. Au-delà de mesures de désarmement des missiles nucléaires stratégiques, nous saluons un accord qui se traduit pour la première fois par la destruction d'un stock d'armes.

Détruire, plutôt que maîtriser la croissance des capacités de destruction, c'est un progrès significatif que nous saluons.

Un état d'esprit nouveau a, ces dernières années, prévalu sur les formes anciennes de guerre froide émaillée de courts moments de détente. Ce climat doit se prolonger, car il est la condition pour mettre un terme aux désordres qui agitent notre planète. Nous y voyons le signe d'un grand espoir pour l'avenir, même si la lucidité nous conduit à relever le caractère précaire des résultats ainsi obtenus.

Le désarmement doit être la grande affaire de la prochaine décennie. Ce serait injurier l'avenir que de poursuivre dans la voie des politiques d'accumulation de mégatonnes susceptibles de déchiqueter plusieurs fois la planète.

Les siècles futurs seront fondés de nous reprocher de n'avoir pas tout mis en oeuvre pour combler ce fossé immense, ce paradoxe insensé : 15 millions d'enfants morts du sous-développement l'année dernière, 1200 milliards de dépenses d'armements, 1 million de dollars à la minute!

Comment ne pas réagir au vu de ces images que les réseaux de télévision nous ont montré à satiété ces derniers mois : violence, mutilation, génocide, barbarie extrême de notre époque pourtant caractérisée par des progrès technologiques sans précédent. Alors, comment accepter que d'effroyables armes chimiques tuent sans distinction femmes, enfants, soldats, civils rapprochant notre civilisation de la technique des temps archaïques de la barbarie.

Il n'y a pas si longtemps, un poète et philosophe écrivait : nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortnelles. Rien n'aurait donc changé ?

Aujourd'hui, le sur armement constitue l'un des obstacles majeurs au développement équilibré de notre monde, sans compter les périls technologiques qui en résultent que nous avons tendance à sous-estimer.

Ne croyez pas en disant cela que je fasse profession de pacifisme. Volonté pacifique ne signifie en rien conviction pacifiste. Le désarmement conventionnel en Europe notamment ne se prolongera durablement que s'il s'exprime dans le souci des équilibres et du contrôle mutuel.

Et lorsqu'en septembre 1987 une délégation

française fut reçue par M. GORBATCHEV, mon intervention approuvée par lui, a porté sur la nécessité de procéder à un désarmement tel que chaque Etat puisse garder sa propre marge de sécurité.

Je suis convaincu que nous sommes sortis du contexte qui a caractérisé les dernières décennies. La guerre froide c'était l'illusion d'un monde immuable que l'on croyait protégé par l'immobilité. A l'échelle de l'histoire, cette situation ne pouvait durer.

Des évolutions récentes favorables se sont faites jour de part et d'autre, à l'est une plus large transparence; à l'ouest une vision moins figée de l'ordre mondial.

Gageons que nous sommes dans la voie du progrès. Le monde accroît ses chances par le dialogue planétaire. La convertibilité des

monnaies, le développement des échanges commerciaux, l'interpénétration de cultures différentes ce sont les atouts les plus significatifs de la paix.

Cependant, je ne veux pas parler de désarmement idéologique, car je pense que même à l'époque contemporaine, les idéologies ont leur place et leur importance. Mais je souhaite souligner que la paix est au prix du dialogue entre ces idéologies.

Mobilisation aussi de la société internationale.

J'ai trop souvent marqué ma préoccupation devant l'insuffisante organisation de la société internationale pour ne pas dire aujourd'hui ma satisfaction devant les progrès accomplis ces derniers mois, en particulier, grâce à l'action du secrétaire général des Nations-Unies, M. Perez de Cuellar.

Le prix Nobel qui vient d'être décerné aux casques bleus, témoigne avec éclat de la reconnaissance du monde envers des efforts souvent acquis au prix du sang et du drame. Il n'y a pas de plus haute mission que de combattre la guerre par les moyens qui sont ceux de la paix. Je veux en votre nom dire combien nous réjouit cette distinction accordée à une institution internationale par nature. Elle encourage tous ceux qui se sont fixés la paix comme plus haute ambition.

Je ne parlerai pas d'embellie internationale, comme l'ont fait certains, car nous vivons une situation fortement contrastée. Mais je veux saluer les progrès certains, en Afghanistan, dans le Golfe, peut-être au Sahara occidental. La paix chemine lentement, mais elle progresse, trop souvent encore dans l'alternance entre espoirs et déceptions.

Rien ne sera possible sans la volonté. Rien ne sera possible si notre détermination ne s'exprime pas dans la durée. Rien ne sera possible si nous n'utilisons pas le temps pour convaincre un cercle sans cesse plus large d'adhérer à la cause de la paix.

Cette conviction qui est la nôtre, j'ai eu l'occasion d'en faire état il y a quinze jours, au nouveau Président de la session des Nations-Unies, Dante Caputo, ministre argentin des affaires étrangères, que j'ai rencontré en compagnie du Président Alfonsin à mon retour du Chili.

Organisation non gouvernementale auprès de l'ONU, la Fédération Mondiale des Cités-Unies trouve naturellement auprès de l'Assemblée Générale un cadre d'expression et de dialogue. Nos liens se sont approfondis et diversifiés ces dernières années. Nous lui adresserons les

résultats de nos travaux de Rome.

Ainsi, nous pourrons contribuer à cette mobilisation internationale qui seule permettra de dépasser les conflits. Car la paix qui ne serait pas portée par toute une société internationale s'étiolerait et s'effondrerait.

*

* * *

Assurer la paix

Dépasser les conflits ne suffit pas. Nous devons aussi réfléchir aux conditions d'un nouvel équilibre mondial. Je l'ai dit tout à l'heure, les inégalités entre niveaux de développement qui vont en s'aggravant, constitue le péril le plus grave pour la paix mondiale.

Les historiens nous ont habitués à des analyses précises sur les causes des conflits. Il est plus rare que l'on se penche sur les causes de la paix. On sait bien comment s'exaspère le terrorisme, comment détonnent les conflits, comment s'amorcent les cycles de violence. On ignore à peu près totalement comment les tensions se relâchent et cèdent à la paix.

L'expérience cependant nous permettrait d'ouvrir de nouvelles perspectives. L'injustice est à la base de bien des conflits. Le souci d'une plus grande justice permettrait sans doute d'aborder plus sereinement les échéances de l'avenir.

La paix assurée, c'est d'abord un volontarisme plus grand en matière de développement économique équilibré. Le trait nouveau de la période que nous vivons réside dans la prise de

conscience un peu partout dans le monde, et très significativement en Amérique Latine et en Afrique, qu'il est indispensable de trouver un modèle de développement qui n'oppose pas droits de l'homme et justice sociale.

Trop longtemps par le passé, on a cru pouvoir assurer la justice et l'égalité au prix d'une dégradation des libertés. On nous disait, assurons d'abord le pain, nous scierons ensuite les barreaux de la prison.

Or ce modèle a été mis en échec par les réalités. Les peuples ont refusé de sacrifier la liberté au développement. Les dictatures se sont ankyosciées sur cette tragique méprise de l'histoire.

Notre responsabilité aujourd'hui, est de ne pas laisser ces Etats seuls face à la recherche d'un nouveau modèle. La paix est au prix de la

solidarité. En matière économique, le développement passe en priorité par un effort accru pour régler le problème de l'endettement international des Etats en voie de développement.

J'ai toujours affirmé qu'il n'y aurait pas de sortie de crise, si nous maintenions le repli frileux sur les intérêts du club des pays les plus riches du monde. A prolonger dans la voie des égoïsmes nationaux, nous nous briserons sur une rose des vents de l'absurde :

Excédents alimentaires ici, famines là.

Croissance en panne ici, sous-consommation partout ailleurs.

Solidarité à rebours : Le monde pauvre finance aujourd'hui par le biais du remboursement de la dette, les Etats les plus riches.

Ici, saturation des marchés qu'il faut sans cesse aiguillonner par la publicité, là pénurie et détresse absolue.

Ici gaspillages de talents réduits au chômage, là croissance ralentie faute de personnel qualifié.

Pourtant, des progrès significatifs ont été accomplis au sommet de Toronto, puis à la réunion de Berlin. Nous considérons comme significatif que l'on soit passé d'une conception de rééchelonnement de la dette à la réduction de son volume pour les pays les plus pauvres. Mais ce stade franchi, il conviendra d'aller plus loin et de s'interroger sur la manière d'alléger le fardeau des Etats moyens, qui sont à l'aube d'un développement industriel important et qui se trouvent retardés dans leur décollage par une abusive charge financière.

La paix assurée, c'est aussi le respect des libertés.

Les droits de l'Homme, ne sont pas une sorte de sous-produit moral des politiques des Etats. Ils doivent être au contraire le critère même sur lequel nous fondons nos jugements et nos politiques.

Les initiatives symboliques prises par la FMVJ ces derniers mois et notamment la tenue de notre conseil international au Pérou, à Villa el Salvador, dans la banlieue de Lima, reflètent cette analyse et cette volonté qui est la nôtre d'agir dans le sens du développement fondé sur les droits de l'homme.

Il est vrai que, maires de grandes villes, nous disposons de lattitude de prise de position qui dépasse largement celle des Etats.

C'est de notre faiblesse, car nous n'avons pas de

responsabilité directe, au titre de la FMVJ, que nous tirons notre force. Car la paix procède davantage d'une conviction partagée que d'une action au jour le jour.

Mobilisons nos villes. Mobilisons nos énergies.

Mobilisons nos idées.

Ainsi nous nous donnerons les chances de vivre dans un monde qui saurait enfin où il va.